



STATISTIQUES ET INDICATEURS

LES REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU 1^{ER} TRIMESTRE 2022 EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

DÉFINITIONS

La mesure de l'accès ou du retour à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi demandeurs d'emploi est construite à partir des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) transmises par les employeurs à l'ACOSS et la CCMSA, et les données de Pôle emploi (pour les emplois non-salariés, salariés de particuliers employeurs, salariés en contrat de droit public ou de droit d'un pays étranger).

Le nombre de reprises d'emploi est mesuré pour les demandeurs d'emploi en catégories A ou B ayant une DPAE d'un mois ou plus, sortants des listes en déclarant une reprise d'emploi, ou basculant sous certaines conditions en catégories C ou E (cf. méthodologie en page 3).

Au cours du 1^{er} trimestre 2022, 130 147 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B ont repris un emploi d'une durée d'un mois ou plus. Ce nombre est en hausse de +7,5 % par rapport au 1^{er} trimestre 2021 et de +5,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2019, en lien avec une conjoncture favorable. Rapporté au nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B sur la période, cela représente un taux de reprise d'emploi de 10,2 %, en hausse de +2,1 pts.

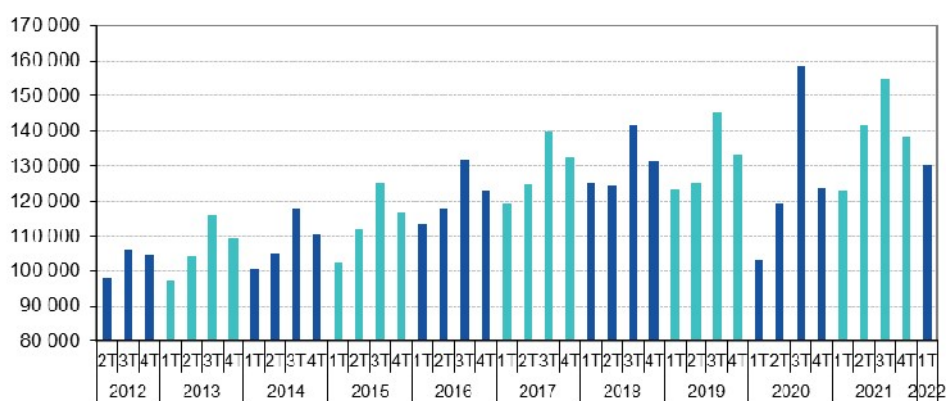
Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A ou B est en baisse dans la région (-14,5% par rapport au 1^{er} trimestre 2021 et -9,2% comparé au 1^{er} trimestre 2019).

Auvergne-Rhône-Alpes concentre 11,9% du nombre total de reprises d'emploi en France au cours du 1^{er} trimestre 2022 (alors que la région représente 10,4 % des demandeurs d'emploi français inscrits en catégories A et B).

Au total sur un an, cela représente 564 800 reprises d'emploi (hausse de +7,7% par rapport à l'année précédente). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B a baissé de -11,3%. Le nombre de reprises d'emploi connaît des fluctuations saisonnières importantes (cf. graphique 1).

1. Etant donné le caractère exceptionnel du début de l'année 2021, l'économie était encore affectée par des mesures sanitaires prises pour endiguer la pandémie, les données de ce trimestre sont aussi comparées à celles du 1^{er} trimestre 2019.

**GRAPHIQUE 1 :
NOMBRE TRIMESTRIEL DE
REPRISES D'EMPLOI DES
DEMANDEURS D'EMPLOI
DE LA REGION**



Parmi les reprises d'emploi recensées au cours du 1^{er} trimestre 2022, 23 400 concernent des jeunes âgés de moins de 25 ans soit 18% de l'ensemble des reprises d'emploi. Pour comparaison, cette population représente 13% des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B au cours du 1^{er} trimestre 2022.

Le constat est inverse pour les seniors (demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus). Au 1^{er} trimestre 2022 sont comptabilisées 22 600 reprises d'emploi pour cette population soit 17% de l'ensemble des reprises d'emploi, alors que les seniors représentent 28% des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B en Auvergne-Rhône-Alpes.

Enfin, le nombre de reprises d'emploi concernant des chômeurs de longue durée (inscription à Pôle emploi supérieure ou égale à un an) est de 44 400 soit 34% des reprises d'emploi de la région, alors que cette population représente 42% des personnes inscrites en fin de mois en catégories A ou B.

DES DISPARITÉS SELON LES BASSINS D'EMPLOI

En rapportant le nombre trimestriel de reprises d'emploi au nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B sur la période, on obtient un taux de reprise d'emploi de 10,2% en Auvergne-Rhône-Alpes. Le taux de reprise d'emploi varie significativement selon le bassin d'emploi de rattachement du demandeur d'emploi (cf carte 1).

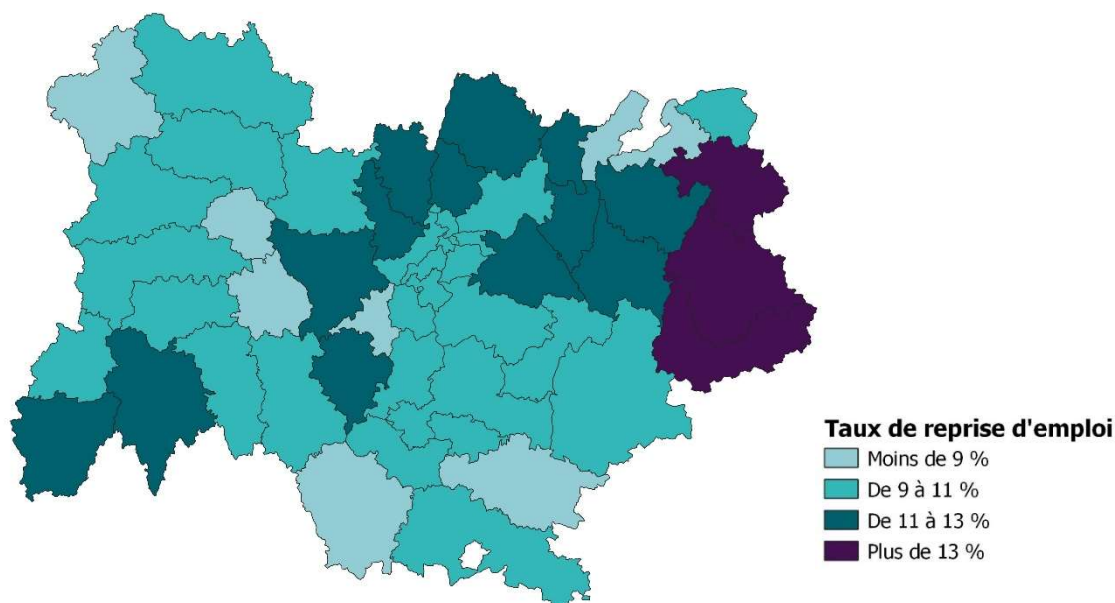
Les bassins de Tarentaise (14,4%), Maurienne (14,2%) et Vallée de l'Arve (13,5%) enregistrent les taux de reprise d'emploi les plus élevés de la région.

A l'opposé les bassins de Montluçon (7,6%) et Vallée de la Drôme (7,7%) et Ambert (7,8%) se distinguent par les taux de reprise les plus faibles de la région.

En un an, le taux de reprise d'emploi augmente de +2,1 pts en Auvergne-Rhône-Alpes. L'ensemble des territoires de la région sont en hausse. La Savoie (+3,6 pts) et la Haute-Savoie (+3,1 pts) sont les départements qui enregistrent les hausses les plus fortes. (cf carte 2).

CARTE 1 :

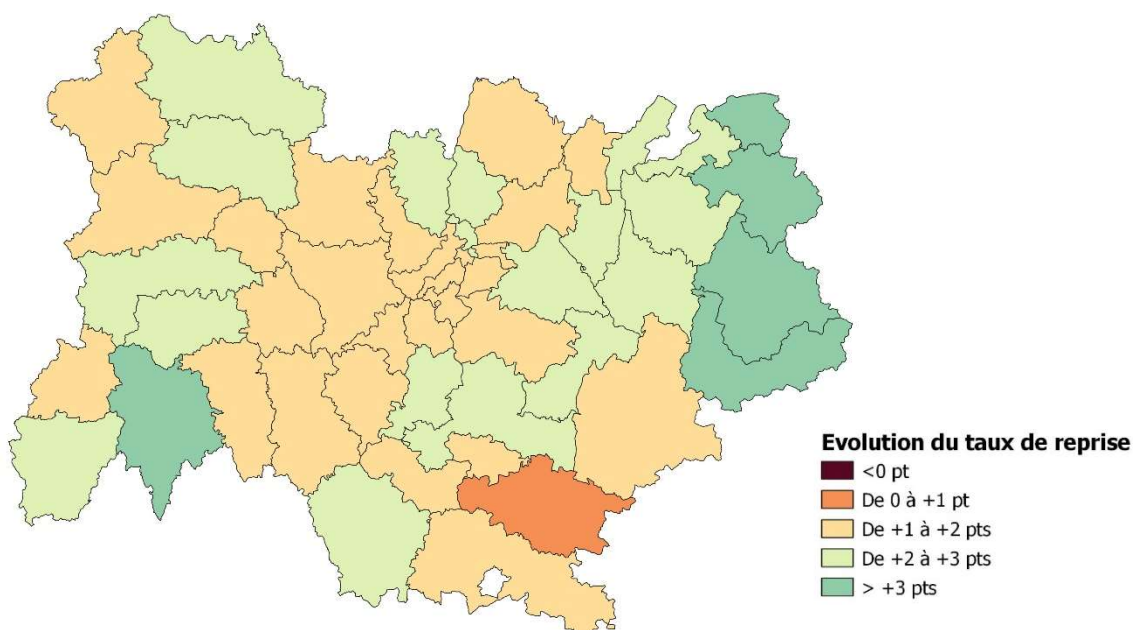
TAUX DE REPRISE D'EMPLOI DES DEMANDEURS EN CATEGORIES A OU B PAR BASSIN D'EMPLOI AU 1^{ER} TRIMESTRE 2022



Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (Acos - CCMSA) - Données brutes

CARTE 2 :

EVOLUTION DU TAUX DE REPRISE D'EMPLOI ENTRE LE 1^{ER} TRIMESTRE 2021 ET LE 1^{ER} TRIMESTRE 2022 PAR BASSIN D'EMPLOI



Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (Acos - CCMSA). Données brutes

UN TAUX DE REPRISE D'EMPLOI PLUS IMPORTANT CHEZ LES JEUNES DEMANDEURS D'EMPLOI

Les reprises d'emploi sont proportionnellement plus fréquentes parmi les demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans. En effet, parmi les jeunes inscrits en catégories A ou B au cours du 1^{er} trimestre 2022, 14,7% ont repris un emploi (cf tableau 1).

A l'inverse, les seniors sont ceux pour lesquels le taux de reprise d'emploi est le plus faible (6,4%).

Ce taux varie également selon l'ancienneté d'inscription : il atteint 11,6% parmi les chômeurs inscrits depuis moins d'un an, contre 8,6% parmi les chômeurs de longue durée.

En termes d'évolution sur un an, les plus fortes hausses du taux de reprise d'emploi concernent les jeunes (+2,7 pts). Les seniors (+1,7 pt) affichent les plus faibles hausses.

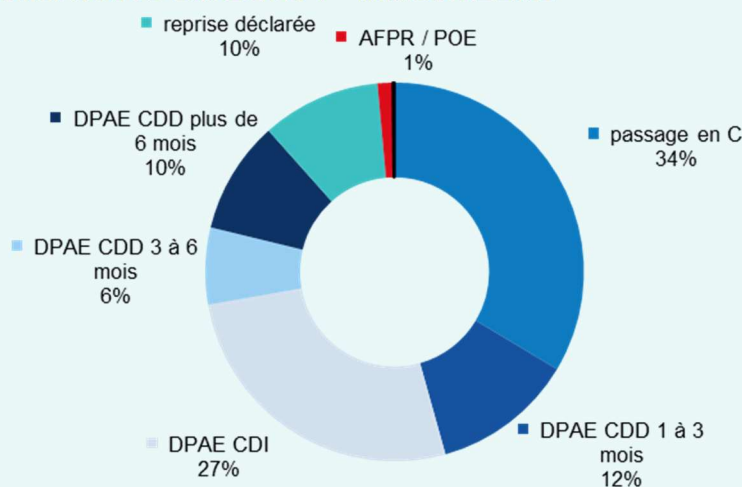
TABLEAU 1 :
NOMBRE DE REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN CATEGORIES A OU B SELON LES CARACTERISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

	Nombre de reprises d'emploi 1er trim 2022	Nombre de reprises d'emploi 1er trim 2021	Taux de reprise d'emploi au 1er trim 2022	Taux de reprise d'emploi au 1er trim 2021
Total Auvergne-Rhône-Alpes	130 147	121 113	10,2%	8,1%
<i>dont demandeurs d'emploi</i>				
de moins de 25 ans	23 447	24 859	14,7%	12,0%
de 25 à 49 ans	84 073	77 895	11,0%	8,7%
de 50 ans et plus	22 627	18 359	6,4%	4,7%
inscrits depuis un an ou plus	44 405	41 854	8,3%	6,4%
inscrits depuis moins d'un an	85 742	79 259	11,6%	9,4%
hommes	65 957	63 872	10,5%	8,6%
femmes	64 190	57 241	9,9%	7,6%
ouvriers non qualifiés	10 077		9,3%	
ouvriers qualifiés	13 038		11,4%	
employés non qualifiés	25 331		8,5%	
employés qualifiés	52 592		10,3%	
techniciens et agents de maîtrise	14 065		10,7%	
cadres	12 682		12,7%	

ENCADRÉ N°1

ANNEXES

GRAPHIQUE 2 :
COMPOSITION DES REPRISES D'EMPLOI AU 1^{ER} TRIMESTRE 2022



Au 1^{er} trimestre 2022, les déclarations préalables à l'embauche d'un mois ou plus représentent 55% des reprises d'emploi (cf. graphique 2) au niveau régional.

34% des reprises d'emploi sont repérées par une bascule en catégorie C.

Les passages en formations AFPR ou POE individuelle contribuent de façon très faible au nombre de reprise d'emploi (soit 1%).

A noter cependant que certaines de ces bascules en catégorie C sont associées à une DPAE d'emploi intérimaire (pour lesquelles la durée n'est pas renseignée). En revanche, lorsque les bascules en catégorie C sont associées à une DPAE en CDD de moins d'un mois, elles ne sont pas comptabilisées dans cet indicateur.

L'ordre de priorité dans la construction du nombre de reprises d'emploi explique la faible proportion de sorties pour reprise d'emploi déclarée. En effet, un demandeur qui possède une DPAE et renseigne dans le même temps une sortie pour reprise d'emploi sera compté dans le nombre de reprises d'emploi comme possédant une DPAE.

ENCADRÉ N°2

METHODOLOGIE

Les informations présentes dans le système d'information de Pôle emploi ne suffisent pas, à elles seules, à repérer correctement l'ensemble des retours vers l'emploi des demandeurs d'emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi retrouvant un emploi cessent d'actualiser leur inscription et sortent ainsi des listes, sans pour autant déclarer à Pôle emploi la reprise d'emploi. L'enquête trimestrielle réalisée par Pôle emploi et la Dares sur les sortants des listes montre ainsi qu'environ la moitié des sortants pour défaut d'actualisation, et un tiers des sortants pour radiation administrative (le plus souvent après une non réponse à convocation), sont en fait des sorties pour reprise d'emploi.

Description de la DPAE

La DPAE est une déclaration obligatoire, qui doit être transmise à l'Acoss ou à la CCMSA par l'employeur dans les huit jours qui précèdent l'embauche. Les DPAE concernent l'ensemble des embauches, à l'exception des particuliers employeurs ou des employeurs publics lorsqu'ils recrutent sur un contrat de droit public⁽¹⁾. On estime généralement que l'embauche est effective pour plus de 95% des DPAE déposées.

(Pour plus d'information consulter :

<https://www.urssaf.org/accueil/statistiques/nos-etudes-et-analyses/employeurs/nationale/2022/les-embauces-avr2022.html>)

La DPAE comprend des informations sur :

- l'établissement recruteur (identification, secteur d'activité) ;
- le salarié (identification, sexe, âge) ;
- le contrat de travail (nature, durée et date d'embauche).

Les établissements de travail temporaire transmettent en début de mission une DPAE spécifique. Celle-ci ne comprend pas la durée de la mission d'intérim.

La mesure du nombre de reprises d'emploi

Les DPAE n'étant pas exhaustives, le nombre de reprise d'emploi est construit en complétant l'information contenue dans les DPAE par d'autres informations disponibles dans les fichiers de Pôle emploi. Seuls les retours à l'emploi pour une durée supérieure ou égale à un mois sont pris en compte.

Le nombre de reprises d'emploi pour le mois M est ainsi mesuré comme le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui :

- ont une DPAE de plus d'un mois (CDI ou CDD de plus d'un mois) au cours du mois M, ou M+1 (sans être inscrits en catégories A ou B en M) ;
- ou sont repérés comme reprenant un emploi de plus d'un mois au cours du mois M parce qu'ils :
 - sont sortis des listes pour reprise d'emploi déclarée au cours du mois M ;
 - ou ont basculé en catégorie E au cours du mois M ;
 - ou ont basculé en catégorie C au cours du mois M sans revenir en catégories A ou B au cours du mois M+1, dès lors qu'ils n'exerçaient pas plus de 70 heures d'activité réduite au cours du mois M-1⁽²⁾
 - sont entrés en Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) ou en Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) individuelle, ces actions étant conditionnelles à un engagement de recrutement.

L'ensemble de ces règles est appliqué de façon à éviter tout double compte (reprise d'emploi durable mesurée deux mois successifs pour une même reprise d'emploi). De plus, lorsque la reprise d'emploi est repérée par une sortie des listes pour reprise d'emploi déclarée, ou une bascule en catégorie C ou E, elle n'est pas prise en compte lorsqu'elle est associée à une DPAE de moins d'un mois.

Cet indicateur permet ainsi d'approcher précisément le nombre de reprises d'emploi à partir de données administratives, disponibles rapidement et sur un champ exhaustif.

Les catégories statistiques de demandeurs d'emploi

On distingue les 5 catégories suivantes de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois.
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois).
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ils peuvent être en stage ou formation, en maladie, en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP) ou en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi.
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

(1) En revanche, l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont l'obligation d'établir une DPAE lorsqu'ils embauchent des salariés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé.

(2) Ce seuil de 70 h vise à limiter la prise en compte de passages de catégorie B en catégorie C due à une légère augmentation de la durée travaillée d'un mois à l'autre dans un même emploi.